

Le logement

tableaux prouvant son inefficacité, mais il a dit qu'il espérait— et qu'il priaït pour cela—que sa politique était la bonne.

C'était un dernier vestige des théories keynésiennes. Nous avons posé des questions et avancé des idées dans le genre de celles que le député de Capilano (M. Huntington) et moi-même avons émises ce soir. Nous avons discuté franchement de la façon d'éviter les dangers que présente l'énorme quantité d'argent en circulation dans le monde. Il y avait avant pour 300 ou 400 milliards d'eurodollars. Il y en a maintenant pour 600 ou 900 milliards. Nous ignorons à combien se chiffrent exactement les eurodollars et les pétrodollars. Au comité on a dit que tout cet argent en circulation servait à jouer une gigantesque partie de poker, alors que le pauvre petit Canada, qui n'a que quelques milliards de dollars en réserve, n'est pas en mesure de jouer. Ces gens cherchent constamment à gagner de l'argent au plus vite, et ils espèrent trouver un pays qui ne s'agisse pas sur les réalités économiques de leur pays.

Le dollar flottant pour lequel nous nous sommes battus avec tellement d'acharnement en 1960, et que nous avons finalement obtenu en 1961, était en danger parce que la banque a joué avec de l'argent emprunté pour essayer de maintenir ses réserves. Il est impossible qu'un pays puisse emprunter suffisamment d'argent pour couvrir un tel découvert. Le député de Capilano a mentionné qu'il nous faudrait 60 milliards pour nous mettre à l'abri de ce genre d'attaque. Je suis d'accord avec lui. J'ignore combien il nous faudrait, mais au comité, on a notamment suggéré une alliance avec tous nos partenaires commerciaux en qui nous avons une certaine confiance, comme le Japon, les États-Unis et l'Europe, pour édifier un fonds de 60 ou de 100 milliards; nous pourrions alors aider les pays soumis aux attaques des groupes de joueurs et de spéculateurs qui auraient beaucoup d'hésitation devant une réserve de 60 ou 100 milliards à la disposition d'un même organisme.

D'autres idées ont été avancées. Nous perdriions notre temps en répétant toutes les idées émises à ce comité. Je dirai seulement ceci: pendant que ce comité siégeait, c'est-à-dire pendant quatre mois, les taux d'intérêt n'ont pas bougé d'un iota. Les personnes qui appliquent des théories financières datant de 50 ans, de l'époque de Keynes, ont dû paniquer en voyant des profanes doués d'un certain bon sens—car c'est tout ce que nous sommes—se mettre à faire des critiques intelligentes. Ils ne voulaient pas avoir à affronter l'opinion publique que nous pouvions influencer. Nous avons l'appui d'un homme de Windsor qui est maintenant ministre au gouvernement. Nous étions également soutenus par le Nouveau parti démocratique. Un de nos collègues du Nouveau parti démocratique nous a maintenant quittés pour un plus brillant avenir dans la politique ontarienne. Et nous étions certainement soutenus par les conservateurs. Nous avons là un groupe multipartite libéré de tout sectarisme, qui essayait de s'attaquer à la question, ô combien délicate, de la politique monétaire intérieure.

Je n'ajouterai rien de plus pour le moment si ce n'est que, lorsqu'il y a eu un changement de gouvernement en 1980, on a refusé au comité le droit de faire valoir ses opinions pleines de

bon sens au ministre des Finances et au gouverneur de la Banque du Canada, même si, au départ, cette idée venait d'un libéral. Les Canadiens payent très cher le fait que ces personnes n'aient pas l'occasion de poser des questions simples, faisant appel au bon sens. Les taux d'intérêt se sont déchaînés l'an dernier, et toutes les couches de la société en ont souffert.

Enfin, je dirai qu'il y a eu dans le monde de grands débats sur les questions monétaires internationales; on a débattu les problèmes intérieurs de monnaie et de fiscalité, mais il n'y a pas eu de débat au Canada. Aux États-Unis, chez nos plus proches voisins, on appelle Reaganomies ce type de politique économique, mais à tort. En fait, ce genre de politique a été élaboré par un Canadien, un nommé Robert Mundell, qui pendant des années a tenté d'appliquer le test de l'analyse quantitative à tous les grands principes keynésiens. Mundell a été aidé par un mathématicien du nom de Arthur Laffer, et, plus tard, un des rédacteurs du *Wall Street Journal*, Jude Wanniski, entreprit de formuler ces principes dans une langue accessible. Dernièrement, un certain Harold Gilder essaya à son tour, et d'autres également. Pourquoi n'y a-t-il pas de débat au Canada? Est-ce parce que nos journalistes redoutent de traiter de quelque chose dont ils ignorent tout? Je l'ignore. Il leur arrive pourtant souvent de traiter de questions dont ils ignorent tout. Les hommes politiques refusent-ils d'en discuter de peur de montrer leur ignorance? Là encore, je l'ignore, car le comité comptait beaucoup d'hommes politiques qui ont fait valoir leurs idées, sans paraître terrifiés.

La loi que nous étudions présentement nous donne l'occasion d'appliquer, en faisant preuve de bons sens, les principes de l'analyse quantitative à la situation monétaire internationale ou à notre situation intérieure. Il faudrait voir si nous pouvons, dans certains cas—au profit des agriculteurs, des propriétaires-occupants, des petits exploitants et de tous ceux qui cherchent à exporter—ramener les taux d'intérêt à des niveaux plus raisonnables sans qu'il ne coûte quoi que ce soit au gouvernement. Cela ne suffirait pas à régler tous les problèmes, mais au moins les Canadiens verraient qu'il y en a quelques-uns parmi nous—tous même, je l'espère—qui commencent à en avoir assez de la piètre opinion que les citoyens ont de nous. Le public en a assez de la presse, de la radio, de la télévision et des hommes politiques, et il se tourne volontiers vers des démagogues qui n'ont que la destruction à offrir.

J'espère que le ministre prendra au sérieux les propositions que j'ai faites ce soir et qu'il modifiera son projet de loi. J'espère qu'il aura autant d'influence au sein du Cabinet que le ministre de l'Agriculture. S'il éprouve des difficultés, qu'il revienne avec son projet à la Chambre, et nous réussirons bien à faire quelque chose pour lui. Tous les députés libéraux vont l'appuyer. Tous les députés de notre parti vont aussi l'appuyer, car il n'est pas normal que les gens éprouvent tant de difficultés à se loger aujourd'hui.

Des voix: Bravo!